

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/9-D/2
3 novembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – KENYA 200174

Assistance alimentaire aux réfugiés

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	196 830 914	35 818 121	232 649 035
Coût total pour le PAM	338 275 507	70 476 903	408 752 410

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

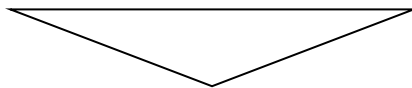
Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 70,5 millions de dollars É.-U. demandée au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement Kenya 200174 "Assistance alimentaire aux réfugiés" (WFP/EB.2/2011/9-D/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La grave sécheresse qu'a connue la corne de l'Afrique et la famine en Somalie ont conduit un très grand nombre de Somaliens à chercher refuge et assistance au Kenya. Beaucoup d'entre eux souffrent de malnutrition grave.
2. La révision budgétaire proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200174 vise à:
 - accroître le nombre de bénéficiaires et le porter à:
 - ◇ 604 000 entre octobre et décembre 2011 (568 000 réfugiés et 36 000 membres des communautés hôtes); et
 - ◇ 616 000 entre janvier 2012 et octobre 2014 (580 000 réfugiés et 36 000 membres des communautés hôtes);
 - modifier l'assortiment alimentaire et y faire figurer de nouveaux produits nutritifs;
 - élargir le programme de supplémentation alimentaire généralisée, initialement prévu pour les enfants âgés de 6 à 23 mois, afin qu'il couvre les enfants âgés de 6 à 59 mois; et
 - faire bénéficier du programme de supplémentation alimentaire ciblée non seulement les enfants de moins de 5 ans, mais aussi les enfants de 5 à 10 ans souffrant de malnutrition dans les camps de Dadaab.
3. L'augmentation budgétaire concerne les catégories ci-après:
 - vivres: un montant de 35,8 millions de dollars pour faire face à l'augmentation de la quantité de produits alimentaires nécessaires, soit 48 535 tonnes;
 - transport terrestre, entreposage et manutention: un montant de 15,4 millions de dollars correspondant au volume supplémentaire de produits alimentaires nécessaires et à la hausse du coût, passé de 127 à 152 dollars par tonne;
 - transport extérieur: 6,1 millions de dollars;
 - autres coûts opérationnels directs: 2,7 millions de dollars afin d'aménager un point de livraison avancée supplémentaire et un point de livraison finale à Dadaab;
 - coûts d'appui directs: 6,0 millions de dollars, en vue de disposer de bureaux et de logements supplémentaires à Dadaab;
 - coûts d'appui indirects: 4,6 millions de dollars.
4. La révision budgétaire, qui couvre la période allant d'octobre 2011 à septembre 2014, portera le budget de 338,3 millions de dollars à 408,8 millions de dollars, soit une augmentation de 70,5 millions de dollars.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

5. Dans le cadre de l'IPSR 200174¹ (1^{er} octobre 2011–30 septembre 2014), le PAM vient en aide aux réfugiés installés dans les camps de Dadaab à l'est du Kenya, non loin de la

¹ Voir le document d'origine concernant l'IPSR 200174 (document WFP/EB.A/2011/10-B/1).

frontière avec la Somalie, et dans celui de Kakuma, au nord-ouest du pays, à proximité des frontières avec le Soudan et l'Éthiopie. Le PAM fournit des vivres aux réfugiés et aux communautés d'accueil, et veille à ce que les besoins nutritionnels particuliers des groupes vulnérables soient satisfaits.

6. L'IPSR appuie les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3. Les activités menées sont les suivantes:
 - des distributions générales de vivres, afin de satisfaire les besoins nutritionnels essentiels;
 - une supplémentation alimentaire généralisée destinée aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants âgés de 6 à 23 mois;
 - une supplémentation alimentaire ciblée en faveur des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition;
 - une supplémentation alimentaire ciblée pour les femmes enceintes et les mères allaitantes;
 - une alimentation en milieu hospitalier pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et les patients atteints de tuberculose, ainsi qu'un soutien aux personnes s'occupant des enfants atteints de malnutrition grave dans les centres d'alimentation thérapeutique;
 - des repas scolaires afin d'améliorer les taux de scolarisation et d'assiduité, et des rations à emporter en vue de favoriser l'instruction des filles;
 - des activités Vivres pour la formation (VPF) visant à inciter les jeunes à acquérir des compétences pratiques; et
 - des activités Vivres pour la création d'avoins (VCA) destinées à renforcer la sécurité alimentaire des communautés d'accueil et à atténuer les tensions liées à la présence des réfugiés.
7. Lorsque l'IPSR avait été élaborée début 2011, le nombre de bénéficiaires avait été établi sur la base de l'arrivée de 5 000 réfugiés par mois en moyenne, conformément à ce qui était ressorti de la mission d'évaluation conjointe² réalisée en 2010. Le nombre total de bénéficiaires prévu était de 556 000 (520 000 réfugiés et 36 000 membres des communautés hôtes).

Conclusions et recommandations de la réévaluation

8. En raison de la sécheresse et de la famine qui sévissent en Somalie, le nombre de personnes réfugiées au Kenya en quête de secours a augmenté. Le Département chargé des réfugiés et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont noté un fort accroissement du nombre d'arrivées en 2011, qui est passé de 9 500 par mois entre janvier et mai, à 35 000 par mois à partir de juillet (voir la figure 1)³. À la fin du mois d'août, 507 000 réfugiés étaient enregistrés au Kenya, dont 425 000 étaient accueillis à Dadaab. Selon les estimations du PAM, le nombre de réfugiés à Dadaab atteindra

² PAM. 2010. Mission d'évaluation conjointe au Kenya. Disponible à l'adresse: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp121116.pdf>.

³ Avant juillet 2011, le nombre des arrivées était établi sur la base du nombre de réfugiés enregistrés par mois. En juillet, un centre de réception a été ouvert dans chaque camp pour faire face à l'afflux de personnes: cette procédure permet d'obtenir des données plus exactes, car elle indique le nombre d'arrivées enregistré dans les centres de réception, et non le nombre de personnes enregistrées par jour.

475 000 en octobre 2011. Le nombre des nouvelles arrivées est nettement supérieur aux prévisions pour 2011; les projections pour 2012 doivent également être revues à la hausse (voir la figure 2).

Figure 1: Tendances concernant les arrivées dans les camps de Dadaab⁴, au 31 août 2011

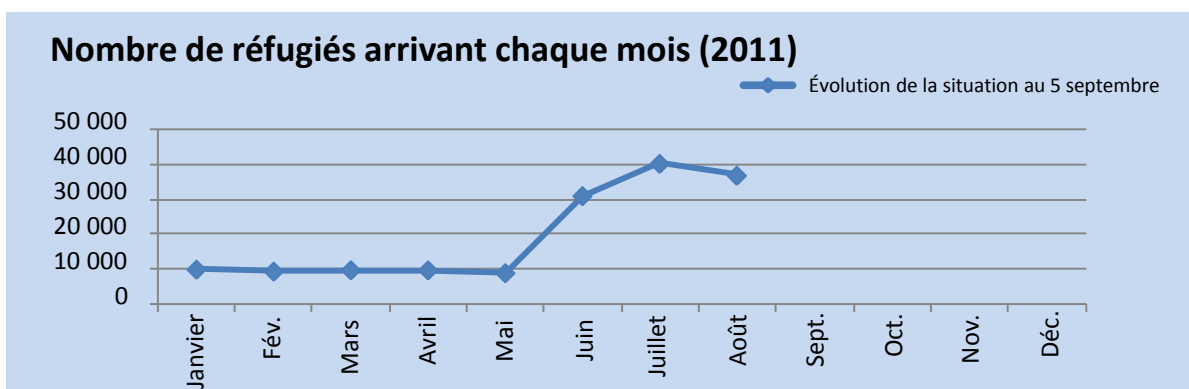
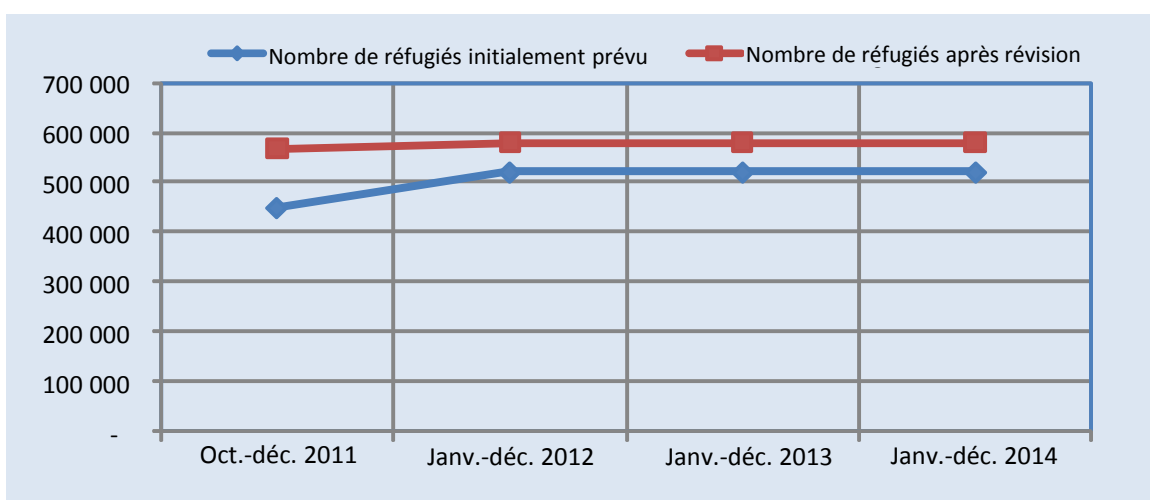


Figure 2: Révision du nombre de réfugiés prévu



9. Le dépistage nutritionnel⁵ effectué en juin et juillet 2011 a révélé des taux de malnutrition alarmants chez les nouveaux arrivants dans les camps de Dadaab. Le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans atteignait 42 pour cent⁶; en juin 2011, la malnutrition aiguë était associée à 40 pour cent des décès chez les enfants de moins de 5 ans à Ifo, l'un des camps de Dadaab. Le dépistage nutritionnel a fait apparaître que 33 pour cent des enfants de 5 à 10 ans, le périmètre brachial était inférieur à 15 centimètres.

⁴ Données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

⁵ Dépistage nutritionnel exhaustif mené par le HCR.

⁶ Selon les normes de l'Organisation mondiale de la Santé, le seuil critique pour la malnutrition aiguë globale est fixé à 15 pour cent.

10. Dans leur stratégie commune en matière de nutrition, le PAM, le HCR et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont recommandé de transposer immédiatement à plus grande échelle le programme d'assistance multisectoriel mené dans les camps de Dadaab, afin d'améliorer l'état nutritionnel des réfugiés.

Objet de l'augmentation budgétaire

11. L'augmentation budgétaire proposée a pour objectif de donner au PAM les moyens nécessaires pour continuer à faire face à la forte augmentation du nombre de réfugiés. Selon les prévisions, le nombre de réfugiés bénéficiant des distributions générales de vivres passera de 448 000 à 568 000 entre octobre et décembre 2011, et de 520 000 à 580 000 entre janvier 2012 et septembre 2014. La révision budgétaire permettra de renforcer l'alimentation scolaire au profit des réfugiés, conformément à la hausse du taux d'inscription prévue du fait de l'accroissement du nombre d'enfants en âge d'être scolarisés.
12. Pour faire face à la gravité de la crise nutritionnelle, le PAM a décidé que tous les enfants âgés de 6 à 59 mois bénéficieraient d'une supplémentation alimentaire généralisée, pour éviter que la malnutrition aiguë ne progresse dans les camps. Dans les camps de Dadaab, les enfants dans cette tranche reçoivent deux fois par mois du Super Cereal® Plus⁷, en remplacement du Nutributter®. Les enfants bénéficiaires sont recensés grâce au système d'enregistrement du HCR; des jetons sont remis pour assurer le suivi des produits alimentaires distribués.
13. Le PAM et ses partenaires ont entrepris d'élargir le traitement de la malnutrition aiguë, afin de prendre en charge les enfants de 5 à 10 ans dans les camps de Dadaab. Les enfants souffrant de malnutrition recevront des suppléments nutritionnels prêts à consommer, comme Plumpy'Sup®⁸.
14. La nouvelle approche en matière de nutrition est plus efficace et vise à maintenir l'état nutritionnel des réfugiés au-dessus du seuil "critique". Un examen, qui sera effectué au bout de six mois, permettra de déterminer s'il faut poursuivre la supplémentation alimentaire généralisée en faveur des enfants de 6 à 59 mois et la supplémentation alimentaire ciblée pour les enfants de 5 à 10 ans.
15. Le tableau 1 indique le nombre révisé de bénéficiaires, par type d'activité. Le tableau 2 porte sur les rations. Les chiffres ne changent ni pour les composantes relatives à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles (SNMI), aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, aux activités VPF et VCA, à l'alimentation en milieu hospitalier, aux soignants, aux PVVIH, aux personnes ayant la tuberculose et aux personnes souffrant de maladies chroniques.
16. De nouvelles révisions budgétaires pourraient être nécessaires si les besoins des réfugiés évoluaient sensiblement au cours de la mise en œuvre de l'IPSR 200174.

⁷ Le Super Cereal est un mélange de maïs et de soja, enrichi en micronutriments. Le Super Cereal Plus comprend du lait en poudre afin de couvrir les besoins nutritionnels des enfants de moins de 2 ans.

⁸ Les suppléments nutritionnels prêts à consommer représentent un apport de 500 kilocalories par jour et sont destinés au traitement de la malnutrition aiguë modérée.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Activité	IPSR initiale			Changement			Nombre révisé		
	Kakuma	Dadaab	Total	Kakuma	Dadaab	Total	Kakuma	Dadaab	Total
Distributions générales de vivres, octobre-décembre 2011	93 000	355 000	448 000	–	120 000	120 000	93 000	475 000	568 000
Distributions générales de vivres, 2012–2014	105 000	415 000	520 000	–	60 000	60 000	105 000	475 000	580 000
Supplémentation alimentaire généralisée, enfants de 6 à 23 mois (SNMI)	4 000	22 000	26 000	3 000	6 000	9 000	7 000	28 000	35 000
Supplémentation alimentaire généralisée, enfants de 24 à 59 mois*	–	–	–	8 000	65 000	73 000	8 000	65 000	73 000
SNMI, femmes enceintes et mères allaitantes	6 500	19 500	26 000	–	–	–	6 500	19 500	26 000
Malnutrition aiguë modérée – enfants de moins de 5 ans	2 100	6 400	8 500	–	6 500	6 500	2 100	12 900	15 000
Malnutrition aiguë modérée – Femmes enceintes et mères allaitantes	200	800	1 000	–	500	500	200	1 300	1 500
Enfants de 5 à 10 ans souffrant de malnutrition*	–	–	–	–	7 000	7 000	–	7 000	7 000
Alimentation en milieu hospitalier et soignants	300	1 400	1 700	–	–	–	300	1 400	1 700
PVVIH, tuberculeux et malades chroniques	600	1 800	2 400	–	–	–	600	1 800	2 400
Repas scolaires	17 500	53 500	71 000	–	2 500	2 500	17 500	56 000	73 500
Rations à emporter pour les filles	6 800	18 200	25 000	–	–	–	6 800	18 200	25 000
VPF	600	1 400	2 000	–	–	–	600	1 400	2 000
VCA**	12 000	24 000	36 000	–	–	–	12 000	24 000	36 000
TOTAL	117 000	439 000	556 000	–	120 000	120 000	117 000	559 000	616 000

* Intervention temporaire visant à réduire le taux élevé de malnutrition; la poursuite de cette intervention sera déterminée à l'aide d'une évaluation.

** Les bénéficiaires appartiennent aux communautés d'accueil.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES, PAR ACTIVITÉ
(gr/personne/jour)

Type de produit alimentaire	Distributions générales de vivres*	Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 59 mois	SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes	Malnutrition aiguë modérée: enfants de moins de 5 ans	Malnutrition aiguë modérée: femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants de 5 à 10 ans souffrant de malnutrition	Alimentation en milieu hospitalier et soignants	PVVIH, tuberculeux et malades chroniques	Repas scolaires	Rations à emporter**	VPF	VCA
Céréales (usinées)	420	–	–	–	–	–	420	–	–	–	130	345
Légumes secs	60	–	–	–	–	–	60	–	–	–	30	60
Huile végétale	35	–	15	–	25	–	35	15	10	–	10	30
Super Cereal	40	–	80	–	250	–	40	125	80	–	–	–
Super Cereal Plus	–	215	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sel iodé	5	–	–	–	–	–	5	–	–	–	5	5
Sucre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	20	–	–
Lait écrémé en poudre	–	–	–	–	–	–	–	–	10	–	–	–
Plumpy'Sup®	–	–	–	92	–	92	–	–	–	–	–	–
TOTAL	560	215	105	92	275	92	560	140	100	20	175	440
Total kcal/jour	2 178	880	445	500	1,221	500	2 178	633	445	80	667	1 733
% de kcal d'origine protéique	11,7	15	16,3	14,1	14,7	14,1	11,7	14,2	16,3	–	11,1	10,2
% de kcal d'origine lipidique	18,5	9	30,2	30	29,5	30	18,5	32	30,2	–	17	19
Nombre de jours d'alimentation par an	365	6 à 23 mois: 365 24 à 59 mois: 180	365	365	365	180	365	365	195	195	365	365

* Un don ponctuel de dattes, destiné aux distributions générales de vivres, n'est pas inclus.

** 500 grammes par mois pour chaque fille ayant assisté à au moins 80 pour cent des cours du mois considéré.

17. Pour remédier à la surpopulation dans les camps, un nouveau camp devrait être construit à Kambios (Dadaab) en 2012; et le camp d'Ifo est en train d'être agrandi. La mise en service des points d'entreposage et de distribution des vivres de Kambios portera à cinq le nombre de points de distribution à Dadaab; les services d'appui augmenteront en conséquence.

18. La hausse du nombre de réfugiés et le volume de vivres nécessaires entraîneront une augmentation des coûts supportés par les partenaires qui participent aux distributions, ainsi que des coûts liés au transport.

19. La révision budgétaire tient compte de la hausse des coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention résultant de l'augmentation des droits portuaires. Elle prend également en considération la hausse des coûts liés aux mouvements des cargaisons conteneurisées, du fait du volume plus important de céréales, de Super Cereal et de légumes secs qui sera acheminé par conteneurs et dont la manutention est plus onéreuse que dans le cas des cargaisons en vrac. Les coûts du transport ont également progressé et les prix du carburant risquent de continuer à croître.
20. Les risques contextuels, programmatiques et institutionnels afférents à l'IPSR 200174 et les modalités de suivi et d'évaluation¹ initialement prévues demeurent inchangés.

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

21. D'après le tableau 3, 48 535 tonnes de produits supplémentaires et de produits de substitution seront nécessaires; les coûts sont indiqués à l'annexe I.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ				
Activité	Besoins alimentaires* (en tonnes)			
	Chiffres actuels	Aliment de substitution*	Augmentation	Chiffre total révisé
Distributions générales de vivres	313 779	–	40 078**	353 857
Supplémentation alimentaire généralisée, enfants de 6 à 23 mois (SNMI)	567	Super Cereal Plus	1 971	2 538
Supplémentation alimentaire généralisée, enfants de 24 à 59 mois	0	–	2 665	2 665
SNMI, femmes enceintes et mères allaitantes	3 259	–	1 950	5 209
Enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition	2 955	Plumpy'Sup®	614	3 569
Femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition	100	Super Cereal et huile végétale	50	150
Enfants de 5 à 10 ans souffrant de malnutrition	–	–	705	705
Alimentation en milieu hospitalier et soignants	1 037	–	307	1 344
PVVIH, tuberculeux et malades chroniques	392	–	–	392
Repas scolaires	4 154	–	195	4 349
Rations à emporter pour les filles	289	–	–	289
VPF	381	–	–	381
VCA	17 266	–	–	17 266
TOTAL	344 179	–	48 535	392 714

* Aliments entrant dans le cadre de la présente révision budgétaire en remplacement de ceux prévus dans l'IPSR initiale.

** Ce chiffre inclut 1 600 tonnes de dattes au titre d'un don ponctuel en nature.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	30 123	14 455 212	
Légumes secs	4 303	2 679 605	
Huiles et matières grasses	2 710	3 783 021	
Aliments composés et mélanges	9 440	9 270 340	
Autres	1 958	5 629 942	
Total, produits alimentaires	48 535	35 818 121	
Total partiel produits alimentaires et transferts			35 818 121
Transport extérieur			6 101 743
Transport terrestre, entreposage et manutention			15 362 326
Autres coûts opérationnels directs			2 671 345
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			5 912 730
Total des coûts directs pour le PAM			65 866 265
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			4 610 639
COÛT TOTAL POUR LE PAM			70 476 903

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	447 702
Personnel local - Administrateurs recrutés sur le plan national	514 263
Personnel local – Agents des services généraux	1 649 559
Personnel local – Personnel temporaire	419 635
Personnel local - Heures supplémentaires	36 950
Primes de risque et de sujétion	333 573
Consultants internationaux	53 577
Consultants locaux	66 335
Voyages officiels du personnel	244 296
Total partiel	3 765 891
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	20 737
Charges (électricité, etc.)	132 770
Fournitures de bureau et petit matériel	194 266
Communications	158 284
Réparation et entretien du matériel	60 250
Exploitation et entretien des véhicules	328 098
Aménagement et entretien des bureaux	1 000 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	63 942
Total partiel	1 958 347
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	102 000
Matériel de communications	86 492
Total partiel	188 492
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	5 912 730

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence Objectif 1 de l'IPSR – Satisfaire les besoins nutritionnels essentiels des réfugiés au moyen de distributions générales de vivres		
Effet direct 1.1 Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë parmi les enfants de moins de 5 ans (rapport poids-taille) Cible: <15% (enquêtes nutritionnelles, UNICEF) ➤ Couverture du programme de supplémentation alimentaire, guérisons, décès et abandons du programme Cibles: couverture >90%; guérison >70%; décès < 3%; abandons < 15% (Système d'information sanitaire, HCR) 	Hypothèse: Les partenaires continuent de lutter contre la malnutrition, au moyen d'une alimentation complémentaire par exemple Risque: Les questions d'assainissement, de pratiques de soin et de morbidité ne sont pas traitées
Effet direct 1.2 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages réfugiés pendant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: score de consommation alimentaire acceptable pour 80 % des ménages (suivi post-distribution, PAM) 	Hypothèse: Les cibles fixées en matière de distribution sont atteintes, même lorsque les réfugiés affluent Risque: Les demandeurs d'asile non enregistrés partagent les rations destinées aux réfugiés
Produit 1.1/1.2 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés, en toute sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage du volume prévu Cible: 100% ➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels distribuée, en pourcentage du volume prévu Cible: 100% 	Hypothèses: Les cibles fixées en matière de distribution sont atteintes, même lorsque les réfugiés affluent Les statistiques démographiques fournies par le HCR sont exactes La filière d'approvisionnement en articles non alimentaires gérée par les partenaires est maintenue Risque: Des ruptures de la filière d'approvisionnement en produits alimentaires et articles non alimentaires se produisent



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets Objectif 2 de l'IPSR – Accroître la capacité des communautés d'accueil à satisfaire leurs besoins alimentaires		
Effet direct 2.1 Pendant la période couverte par l'assistance, adéquation de la consommation alimentaire des ménages ciblés menacés par la faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: score de consommation alimentaire acceptable pour 80 % des ménages (suivi post-distribution, PAM)	Hypothèse: La communauté d'accueil accepte l'approche VCA Risque: Des sécheresses et des inondations affaiblissent l'impact des activités VCA
Produit 2.1 Identique au produit 1.1/1.2 ci-dessus	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, pourcentage du volume prévu Cible: 100% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels distribuée, en pourcentage du volume prévu Cible: 100%	Voir 1.1/1.2 ci-dessus
Effet direct 2.2 Réduction de l'exposition aux risques dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ménages dont le score relatif aux avoirs s'est amélioré Cible: 50% (enquête sur les avoirs des ménages, PAM) <ul style="list-style-type: none"> ➤ Communautés dont le score relatif aux avoirs s'est amélioré Cible: 50% (enquête sur les avoirs des communautés, PAM) <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fourniture d'articles non alimentaire par le Gouvernement en pourcentage, conformément aux prévisions Cible: 100% (rapports des partenaires coopérants en charge des activités VCA, PAM)	Hypothèse: Les partenaires gouvernementaux fournissent les apports techniques attendus Risque: Le financement des articles non alimentaires par le Gouvernement est insuffisant

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

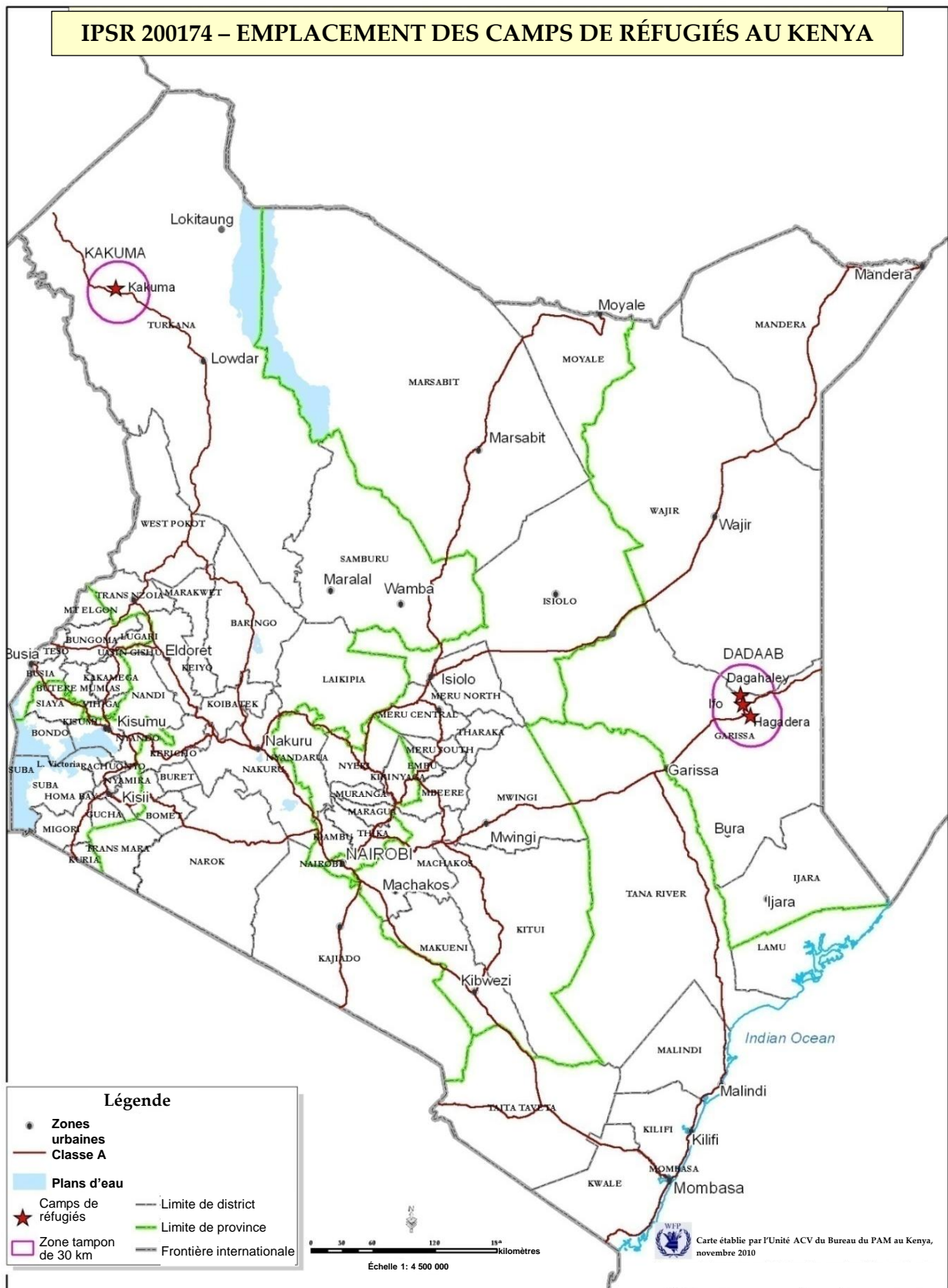
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fourniture d'articles non alimentaires par les partenaires, par type Cible: 100% des prévisions (suivi des activités VCA, PAM)	
Produit 2.2 Avoirs permettant d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés par les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avoires permettant de réduire les risques ou d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés Cible: 36 par an (suivi des activités VCA, PAM)	Hypothèse: Les terres et les intrants nécessaires aux activités agricoles sont disponibles Risque Le gouvernement ne dispose pas des capacités lui permettant de prendre en charge la mise en œuvre
Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition Objectif 3 de l'IPSR – Réduire la malnutrition chez les réfugiés par des interventions de santé et de nutrition ciblant les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et les patients présentant des besoins particuliers Objectif 4 de l'IPSR – Augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité, et réduire les inégalités entre filles et garçons dans les écoles implantées dans les camps		
Effet direct 3.1 Stabilisation des taux de scolarisation et d'assiduité des filles et des garçons dans le primaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Variation annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons scolarisés Cible: ≥ 5% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de rétention scolaire Cible: ≥ 70% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'assiduité Cible: ≥ 90% <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ratio filles/garçons: nombre de filles inscrites dans les écoles par rapport au nombre de garçons Cible: 0,75 <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'élèves par classe Cible: ≤ 55:1 (suivi des repas scolaires, PAM)	Hypothèse: L'infrastructure scolaire et les services d'aide à l'éducation sont adéquats, y compris la mise à disposition d'articles non alimentaires et de latrines Risques: Le matériel pédagogique fait défaut Les enseignants dissuadent les filles d'aller à l'école



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
<p>Produit 3.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires distribués en quantité suffisante aux filles et garçons ciblés inscrits en primaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: ≥ 90% ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée dans les écoles, en pourcentage du volume prévu Cible: ≥ 90% (rapports sur la distribution des vivres, PAM) 	<p>Hypothèses: Tous les enfants en âge d'être scolarisés sont inscrits à l'école Les réfugiés appuient les écoles</p> <p>Risque: Les ruptures de la filière d'approvisionnement entravent le programme de repas scolaires</p>
<p>Effet direct 3.2 Réduction du retard de croissance chez les enfants et les populations ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (pourcentage du rapport taille/âge) Cible: réduction de 10% par an (enquêtes nutritionnelles trimestrielles, UNICEF) ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes enceintes et allaitantes, et les enfants Cible: <70% (enquêtes nutritionnelles trimestrielles, UNICEF) 	<p>Hypothèses: La solidité de la filière d'approvisionnement permet de fournir sans interruption des produits alimentaires et des aliments enrichis aux groupes ciblés Les bénéficiaires accueillent favorablement les aliments enrichis destinés à combler les carences en micronutriments</p> <p>Risque: Les réfugiés sont méfiants eu égard aux aliments enrichis et aux micronutriments en poudre, ce qui réduit la consommation</p>
<p>Produit 3.1/3.2 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage du volume prévu Cible: 100% ➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels distribuée, en pourcentage du volume prévu Cible: 100% 	<p>Hypothèse: Les statistiques de santé fournies par les partenaires sont exactes</p> <p>Risque: Les ruptures de la filière d'approvisionnement ne permettent pas d'assurer une couverture homogène</p>

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PVVIH	personne vivant avec le VIH
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VPF	Vivres pour la formation